



la Lettre d'ENSEMBLE!

VACCINS COVID: UN GOUVERNEMENT IRRESPONSABLE

**2021, L'ANNEE
D'APRES ?**

Un an déjà de pandémie. Avec presque deux millions de morts et son cortège de catastrophes sociales, loin d'être terminé.

« Cette pandémie » écrit justement notre camarade Daniel Tanuro « n'est pas un coup du sort mais une facette de la crise écologique ». Dans sa course permanente au profit et sa négligence à l'égard de la nature, le système capitaliste en est largement responsable, avec son néo-libéralisme qui met à mal les systèmes de santé.

Macron n'a donc aucune raison de s'auto-satisfaire comme il le fait, à l'heure où la vaccination en France avance à pas de tortue, bien moins vite que la diffusion du virus. Et les mobilisations sont plus que jamais nécessaires pour imposer que la santé vaille plus que leurs profits.

Seules les luttes peuvent enrayer la catastrophe sociale à venir. Le calendrier de janvier est déjà rempli de dates d'action. A nous de les réussir. Les femmes d'Argentine montrent le chemin. Un chemin d'unité et de combats qui nous sera tout aussi indispensable pour construire l'alternative de gauche et écologiste.

Nous contacter :

 contact@ensemble-fdg.org

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble_FdG



On a eu l'affaire des masques soi-disant inutiles, des tests insuffisants... La dernière trouvaille macroniste, c'est la course de lenteur sur les vaccins. En une semaine, 500 ont été administrés, alors que d'autres pays ont déjà vacciné des centaines... de milliers de personnes. Si ce n'était pas tragique, ce serait risible. Le Gouvernement n'avait même pas pensé à protéger les soignant.es !

Qu'il y ait des précautions à prendre, des consentements à recueillir, certes. Un des arguments utilisés c'est la nécessité de convaincre les hésitant.es, voire les opposants. Qu'il y ait un problème à cet égard, stimulé par un inquiétant complotisme, c'est vrai. Mais la meilleure manière de convaincre celles et ceux qui, sans être

complotistes, hésitent devant les nouveautés représentées par ces vaccins rapidement mis au point, c'est d'avancer sur la vaccination et de montrer son efficacité.

Mais on peut se poser des questions sur ce rythme de vaccination. Y a-t-il eu suffisamment de grands congélateurs prévus ? N'y aurait-il pas la volonté de favoriser Sanofi, en retard sur la fabrication des vaccins ? Ne masque-t-on pas ces problèmes par le verbiage ministériel sur la nécessité de prendre son temps par précaution ?

Au-delà de ces interrogations, le nouveau couac gouvernemental confirme la gestion, verticale et autoritaire, de la crise. Une gestion rythmée par les interventions du président. Il n'a jamais été question d'organiser un débat impliquant toute la société sur la manière de gérer la crise. De grandes orientations auraient pu être débattues démocratiquement et cela aurait permis une adhésion plus importante aux nécessaires mesures de protection. De plus, les mensonges ont érodé la confiance de la population et favorisé le complotisme, dont seule l'extrême droite va profiter, un complotisme qui perturbe les possibilités d'agir contre le virus.

Décidément, cette crise sanitaire est un révélateur. Elle nous montre que la société ne peut plus continuer à fonctionner comme avant. Elle a notamment un besoin urgent de démocratie. Mais, dès à présent, il y a urgence à se mobiliser pour une véritable protection de la population, pour l'exigence d'une vaccination rapide.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

6 Janvier 2021

Avortement en Argentine :

« Es ley ! » (C'est la loi) par Mariana Sanchez

Après des décennies de mobilisation, l'Argentine rejoint le petit groupe de pays ou régions, qui, en Amérique latine, autorisent l'avortement : Cuba, l'Uruguay, Porto Rico, la Guyane française ainsi que le district fédéral (Mexico) et l'État de Oaxaca, au Mexique. Les féministes espèrent que cette victoire en entraînera d'autres ailleurs sur le continent.

La législation en vigueur en Argentine datait de 1921 et n'autorisait l'avortement qu'en cas de viol ou de danger pour la santé des femmes. C'est ainsi que ce pays comptait entre 350 000 et 500 000 avortements clandestins par an ; 35 femmes en étaient mortes en 2018.

Pourquoi la loi est-elle passée cette fois ?

D'abord à cause de la formidable mobilisation des « marées vertes » de femmes, la lutte a payé : entre 500 000 et un million de personnes s'étaient rassemblées devant le Parlement en juin dernier. Le mouvement féministe argentin est un des plus vieux du continent, le premier à avoir arraché le droit de vote pour les femmes, une loi sur l'égalité des droits ou la protection des enfants. Depuis 2015, le mouvement #Ni una menos contre les féminicides et les violences de genre a mobilisé des milliers de femmes, surtout des jeunes, débouchant sur des coordinations ou des assemblées féministes qui ont pris le relais sur l'avortement. Ce combat est devenu si important que le mouvement féministe a choisi la couleur des manifs IVG, le vert. Depuis deux ans, ses dirigeantes ont convaincu des parlementaires et des politiques qui cherchaient à toucher cette jeunesse féminine radicalisée. À commencer par le mouvement du président actuel, le péroniste Alberto Fernández, qui en avait fait une promesse de campagne. Son engagement dans cette bataille a réussi à imposer à des députés péronistes du Nord, traditionalistes, le vote de la loi.

Au Sénat, chambre plus conservatrice, des élus de régions traditionalistes surreprésentées ont également changé leur vote, à l'image de l'ex-présidente, Cristina Kirchner : en 2018, la loi est passée grâce à 6 voix au Parlement et a perdu de 7 voix au Sénat ; en 2019, elle a gagné 14 députés et 9 sénateurs.

Dans le pays, le soutien à l'IVG est passé de 64 % à 75 % des personnes interrogées entre 2014 et 2020, signe de l'évolution d'une société et des effets de la mobilisation sans précédent de la « révolution des filles ».

Les principaux rendez-vous de mobilisation

Samedi 16 janvier, Marches des libertés, Stop loi sécurité globale

Jedi 21 janvier, journée nationale de mobilisation des travailleur.ses de la santé

Samedi 23 janvier, Paris manifestation nationale contre les licenciements

Mardi 26 janvier, journée nationale de mobilisations des travailleur.ses de l'Education

Jedi 28 janvier, journée nationale de grève dans le secteur de l'énergie contre le plan Hercule

Samedi 30 janvier, manifestation nationale contre le projet de loi Sécurité globale

Jedi 4 février, journée nationale interprofessionnelle de grève et de manifestations.



CHARLIE - HYPER CACHER :

UN PROCES POUR AGIR

Le temps du procès de *Charlie* et de l'hypercacher fut marqué par des actes porteurs de la même intolérance. Le meurtre de Samuel Paty s'attaque à la laïcité. Les terroristes djihadistes la rejettent, comme ils réproouvent les Lumières et la Révolution française, moment de rupture avec la domination religieuse.

Le problème n'est pas « d'être Charlie » ou de « ne pas être Charlie », ce qui relève de la libre opinion. L'enjeu de la publication des caricatures est le droit à critiquer les religions quelles qu'elles soient, sans reconnaître un quelconque « interdit de blasphémer », tant que cela ne constitue pas un appel à la haine et à la violence.

Les terroristes djihadistes s'en sont pris à des Juifs, autre caractéristique de l'islamisme radical. Depuis des années, on note une hausse des actes antisémites, comme les assassinats commis par Merah en 2012 à l'école juive de Toulouse. L'attentat de l'hyper cacher a rappelé à la gauche que la lutte contre l'antisémitisme est une cause essentielle.

Ces actes nuisent aussi aux musulman.es, aux migrant.es, désigné.es par l'extrême droite et une partie de la droite comme de potentiels terroristes. Ces courants utilisent le racisme anti - arabe et anti - musulman. Nous combattons le terrorisme islamiste, mais aussi ceux qui en profitent pour renforcer le racisme et l'islamophobie.

La gauche se doit de défendre la laïcité, les musulman.es et les juif/ves. Tout en agissant pour la mémoire de la colonisation et de l'esclavage. Ce sont les leçons de ce procès, pour l'histoire et pour demain.